

Publié dans *futuribles* N 466, mais juin 25

Pierre Veltz

Janvier 2025

Réindustrialiser la France et l'Europe : oui, mais pour quel projet de société ?

En France, l'objectif de réindustrialisation fait aujourd'hui consensus parmi les dirigeants politiques et techniques, après des décennies de négligence et de refus européen obstiné de tout ce qui pouvait ressembler à une « politique industrielle » - a fortiori une politique « verticale » ciblée vers des écosystèmes industriels sectoriels considérés comme critiques. Où en sommes-nous ? En France, les années d'après-Covid ont marqué une reprise. Le nombre d'ouvertures d'usines a dépassé celui des fermetures, les investissements se sont multipliés (notamment dans les secteurs liés à l'électromobilité), divers dispositifs comme « territoires d'industrie », la loi « industrie verte » de 2023, le plan « France 2030 » ont manifesté la volonté d'engagement des pouvoirs publics. Aujourd'hui, avec l'augmentation des prix de l'énergie, les impacts du ralentissement allemand, la fin des aides accordées pendant le Covid qui avaient maintenu en vie des firmes peu compétitives, la concurrence agressive de la Chine et les surcapacités d'offre massives dans certains secteurs, la situation de l'industrie (française et européenne) est redevenue très problématique. De nombreux industriels tirent la sonnette d'alarme. Dans ce contexte, le rapport Draghi, faisant le constat du décrochage économique et technologique croissant avec les USA et la Chine (moins présente, il est vrai, dans le rapport)¹ et proposant un sursaut axé sur une augmentation massive des investissements et la mise en place de réformes structurelles est un événement important, comme le souligne Louis Gallois².

L'objet de cet article n'est pas de discuter en détail les différents diagnostics ni les solutions proposées, qui vont globalement dans la bonne direction, même si, bien entendu, on pourrait discuter de nombreux points particuliers. En revanche, il me semble utile de replacer ces propositions dans un cadre prospectif plus vaste, une perspective sociétale de long terme, aujourd'hui largement absente.

¹ Voir Benjamin Bürbaumer, « L'impensé chinois du rapport Draghi » *Le Grand Continent*, 20 décembre 2024

² Louis Gallois, *Agonie ou réveil de l'Europe*, *Futuribles*, Mars-avril 2025. Voir Mario Draghi, *The future of European Competitiveness*, Commission européenne, septembre 2024 ; voir aussi Olivier Lluansi, *Réindustrialiser, le défi d'une génération*. Editions Déviations, 2024, mettant en lumière les atouts de notre pays et l'intérêt d'une approche territoriale, ainsi que David Djaiz et Xavier Desjardins, *La révolution obligée*, Allary, 2024

Il faut d'abord noter, à cet égard, que « réindustrialisation » n'est pas un bon terme. Car il laisse entendre – comme le terme encore plus discuté de « relocalisation » - qu'il s'agirait de revenir à un état antérieur, de restaurer une situation ancienne. Nous sommes aujourd'hui à un carrefour très dangereux et nous avons besoin de passer ce cap en agissant vite sur les variables à court terme, comme les coûts de production. Mais nous devons aussi cesser de regarder le futur avec les lunettes du passé. Nous avons besoin de penser une nouvelle industrialisation dans le cadre que j'appelle « hyper-industriel », qui réduise nos dépendances tout en restant en phase avec les attentes de la population et avec nos spécificités européennes en termes de modes de vie et de valeurs. Ce cadre ne peut pas se limiter à l'industrie manufacturière au sens étroit traditionnel, mais implique une vision élargie, incluant en réalité l'ensemble de notre organisation économique et sociale – même si, bien entendu, on doit défendre la nécessité de garder sur nos territoires des sites de fabrication, pour ne pas « perdre la main » en matière technologique. Cela pose trois grandes séries de questions liées entre elles.

Quel récit pour entraîner l'adhésion ?

La première grande question est celle du récit que proposent aujourd'hui les experts. Comment les perspectives de la réindustrialisation, ou celles du choc de compétitivité préconisé par Draghi, peuvent-elles aujourd'hui être partagées dans la population ? Comment faire pour que la « réindustrialisation donne envie, devienne une aspiration nationale partagée par tous » (Denis Ranque)³ ? Certains penseront peut-être, cyniquement, que la question n'est pas importante : l'essentiel est que les décideurs prennent les bonnes décisions et trouvent les moyens de mobiliser les financements⁴. Je crois au contraire que le sujet est crucial. Il faut que nous soyons capables de répondre par un discours non technocratique aux questions : réindustrialisation, compétitivité, certes, mais pourquoi et pour qui ? Faute d'un tel récit, nous laissons la porte ouverte aux populistes de tous bords et à leurs simplismes délétères. Le constat de base est que nos visions du futur sont aujourd'hui éclatées, et même écartelées, entre quelques narratifs très éloignés les uns des autres, y compris à l'intérieur des franges les plus éduquées de la population. Il y a d'abord le récit néo-industriel classique, celui qui domine chez les économistes et les dirigeants d'entreprise, récit axé, comme le rapport Draghi, sur la compétitivité et l'innovation

³ Voir le rapport de l'académie des technologies de décembre 2023 (alors présidée par Denis Ranque) : https://www.academie-technologies.fr/wpcontent/uploads/2024/01/2024_publication_reindustrialisation.pdf

⁴ Dans le contexte européen compliqué très bien analysé par Jean-François Drevet. « L'Europe doit investir. Quelles options possibles après le rapport Draghi ? » *Futuribles* N° 464

technique. Une ligne de clivage importante concerne la place accordée aux enjeux écologiques⁵. De fait, la question n'est pas simple, compte tenu de ce que Draghi appelle « le défi asymétrique de la décarbonation », défi qui va s'aiguiser encore avec les nouvelles politiques américaines. Face à cette situation, les positions sont diverses. Les uns pensent que les enjeux de compétitivité et de verdissement vont naturellement converger (les tenants de la croissance verte). D'autres, dont je suis, considèrent que cette convergence ne va de soi, mais doit se construire dans une nouvelle vision industrielle et sociétale, acceptant la primauté des enjeux écologiques (en raison de leur caractère existentiel), incluant des moyens publics importants pour compenser les surcoûts écologiques, mais aussi des incitations à la sobriété. D'autres encore, nombreux en France, y compris parmi nos intellectuels, volontiers technophobes, pensent que seul un radicalisme de rupture avec le monde industriel, ses valeurs et ses normes, peut nous éviter la catastrophe. Sans parler, enfin, de ceux qui pensent que cette catastrophe est inévitable. De fait, dans les politiques publiques, les objectifs de compétitivité et de bifurcation écologique n'ont jamais été vraiment pensés ensemble. Il n'y a pas de hiérarchie claire des objectifs et parfois même une légère schizophrénie⁶. Et l'air du temps est, chacun le voit, au recul des enjeux écologiques dans les compromis d'objectifs.

Qu'en est-il dans le grand public ? Quand la BPI interroge les Français sur la réindustrialisation, presque tout le monde est pour, mettant en premier l'objectif des créations d'emplois (ce qui est largement illusoire, car même si l'industrie manufacturière se redéveloppe, elle créera peu d'emplois) et en second les questions d'indépendance et de souveraineté⁷. Mais les enquêtes d'opinion moins spécialisées sur les sujets considérés comme prioritaires, racontent une autre histoire, où viennent en premier, de très loin, les thèmes du pouvoir d'achat, de la santé, de l'immigration et de la sécurité⁸. Il y a en réalité un fossé entre les réflexions des milieux industriels et la vision du monde de la majorité des gens. On pourrait faire l'hypothèse, certes difficile à démontrer, que beaucoup de Français, et sans doute d'Européens, éprouvent une sorte de fatigue, de lassitude historique, et ne sont guère enthousiaste à l'idée qu'il faille encore et toujours continuer à se battre avec le reste du monde, pour être ou

⁵ Trop souvent réduit, du reste, au climat et à la décarbonation des procédés, alors que le sujet est beaucoup plus vaste, et doit inclure la question des ressources (et notamment de l'eau), ainsi que les impacts sur le vivant

⁶ Une tentative récente pour renouer les divers objectifs et sauver le « Green Deal » a été proposée par la Commission sous la forme du « Pacte pour une industrie propre », dévoilé le 26 février 2025. L'accueil a été mitigé, car les moyens ne sont manifestement pas à la hauteur de l'ambition

⁷ Voir les résultats de l'enquête menée par BPI et la Banque des Territoires.

<https://presse.bpifrance.fr/comment-gagner-la-bataille-de-la-reindustrialisation-regards-croises-entre-territoires-industriels-et-societe-civile>

⁸ Voir par exemple <https://www.ipsos.com/fr-fr/ce-qui-preoccupe-les-francais> (février 2025)

redevenir « compétitifs » (la traduction implicite étant : se serrer la ceinture, travailler plus, de manière plus précaire, etc.). De fait, des trajectoires d'entreprises, comme celles de l'écosystème automobile, parmi d'autres, où des années d'efforts intenses de productivité ne parviennent pas à desserrer les étaux de la concurrence, n'incitent pas à l'optimisme. Plus profondément, le problème me paraît être celui-ci : Nous ne sommes plus dans les années 1950 à 1980, où les enfants du baby-boom pouvaient constater de leurs yeux les progrès spectaculaires des modes de vie liés à l'industrialisation, où le grand processus de la « modernisation » formait un socle narratif commun, les conflits portant sur le partage des fruits de la croissance mais pas sur le cœur du processus lui-même. Aujourd'hui, la grande majorité des Français et des Européens vit mieux, aspire à une forme de pause, ne voit plus concrètement ce que les progrès d'efficacité industrielle ou de productivité peuvent lui apporter. L'industrie est devenue un monde étranger à la plupart des gens. Les revenus d'une très grande partie de la population sont en réalité déconnectés (au moins dans le court terme) des questions de compétitivité, même si on continue à invoquer rituellement les méfaits de la mondialisation. Quant à nos débats politiques, ils semblent enfermés dans une sorte de monde parallèle franco-français, à des années-lumière des enjeux que soulève le rapport Draghi. Il est trop facile d'en rejeter la faute, comme le fait rituellement le patronat, sur l'« inculture économique des français ». Si le discours néo-industriel n'« imprime » pas chez tant de personnes, c'est faute d'une perspective politique globale et désirable, dont le manque est criant dans nos sociétés d'abondance rongées par la crainte du futur. Le terme d'« innovation » a désormais remplacé celui de « progrès », devenu imprononçable, dans le récit dominant. Or ce basculement est sans doute obscurément ressenti comme une perte par nos concitoyens.

Vers un nouveau monde (hyper)industriel

Le deuxième grand sujet, plus technique, mais important, est celui de la nature même de ce que nous entendons par les mots « industrie » et « industrialisation ». Il est frappant de voir que les analyses et les propositions portent très majoritairement sur le secteur manufacturier – réduit parfois à sa définition la plus étroite – et sur les processus d'innovation technologique qui lui sont liés, notamment autour de l'informatisation. Je ne conteste pas l'importance particulière, stratégique même, de ce secteur. Mais, à l'heure où les services prennent une place croissante dans les échanges internationaux, il est anormal qu'ils soient si peu présents dans les analyses. Il serait temps aussi de comprendre que nos définitions de la R&D, encore très centrées sur le

« laboratoire industriel » traditionnel, sont désormais caduques⁹. Plus généralement, nos analyses gagneraient à prendre en compte un contexte global qui n'est plus celui de l'industrie de masse du siècle dernier, qui sert toujours de référence implicite - contexte que j'ai qualifié d'hyper-industriel¹⁰ et dont on peut résumer les grands traits en sept points :

1) Fusion industrie-services-numérique : dans l'industrie des objets, les chaînes de valeur incluent de plus en plus de services connexes (amont, aval et latéraux, comme la maintenance), qui représentent souvent plus d'emplois que ceux qui sont décomptés dans le périmètre statistique officiel de l'« industrie ». Le poids réel du monde manufacturier est donc fortement sous-évalué¹¹. De plus, le rôle de ces services connexes est crucial dans l'ancrage économique, social et territorial des unités de fabrication. Symétriquement, les services tendent à s'industrialiser, y compris une grande partie des services aux personnes, en adoptant des principes d'action et d'évaluation très proches du monde manufacturier. Le numérique, qui participe des deux mondes, est évidemment un puissant facteur de convergence.

2) Matérialité et infrastructures : en amont des systèmes productifs proprement dits, les dépenses d'infrastructures physiques sont de plus en plus massives, contrairement à la vision d'un monde post-industriel plus ou moins immatériel et éthéré : infrastructures des révolutions informatiques, fibres optiques, réseaux de satellites, fermes de serveurs de plus en plus gigantesques et énergivores, infrastructures de l'électrification, avec la montée des réseaux HVDC (courant continu haute tension) permettant des connections sur très longues distances, nécessaires pour les énergies intermittentes comme le solaire et l'éolien. (Voir encadré 1)

3) Socialisation des ressources : outre les infrastructures matérielles évoquées plus haut, l'hyper-industrie repose de plus en plus sur des ressources partagées provenant des investissements de la société, notamment dans la science, l'éducation, les normes, etc. Marx parlait déjà du « cerveau sociétal » qu'il voyait à l'œuvre derrière les machines. Aujourd'hui cette nature intrinsèquement sociale et collective des ressources stratégiques est une réalité massive et sous-estimée. L'idée d'un monde d'entreprises en compétition sur la seule base de

⁹ De même que les métriques de l'innovation fondées sur les brevets.

¹⁰ Voir Pierre Veltz, *La société hyper-industrielle*, La république des idées, Le Seuil, 2017

¹¹ En se limitant aux chaînes de valeur manufacturières, il faut environ doubler la valeur ajoutée. Si l'on ajoute les grandes « utilities », les services avancés de tous types, un calcul de coin de table mené avec Olivier Passet nous avait amené à une estimation de l'ordre de 30 % de la valeur ajoutée nationale, bien au-delà des 10 % généralement affichés.

leurs ressources privées est anachronique. La compétition repose largement sur la capacité à capter des ressources communes, et notamment des ressources étatiques, ou des connaissances issues de financements publics. C'est le grand point commun entre le capitalisme chinois et le capitalisme américain, où les investissements publics jouent un rôle central, contrairement à l'image courante¹². La captation massive des données du Net (certains disent : le vol) pour entraîner les IA est un exemple particulièrement net de cette socialisation, et de son extension en cours

4) Une compétition axée sur les couts fixes : le caractère stratégique de l'accès aux infrastructures et aux savoirs communs va de pair avec la montée de modèles de compétition où les dépenses amont et les couts fixes sont décisifs, produisant ce que les économistes appellent depuis les années 1930 une situation de concurrence monopolistique. L'économie des plateformes, où les effets d'échelle (en réseau) et la puissance financière sont cruciaux pour conquérir et verrouiller les marchés, avant de toucher le premier centime de revenus d'exploitation, en est l'illustration parfaite. Le problème clé de l'Europe est qu'elle est incapable de produire ces effets d'échelle. A cet égard, comparer les sommes totales d'investissement technologiques et de financement de la R&D est trompeur : des financements concentrés ont un effet radicalement différent des financements émiettés à l'européenne. Trop souvent, l'Europe fournit aujourd'hui des briques intellectuelles pour un passage à l'échelle que ses rivaux sont seuls capables de produire.

5) Une industrie de plus en plus « servicielle » : une tendance commune à de nombreux secteurs est le passage d'une économie des objets et de la propriété à une économie de l'accès, des usages et des performances. Les modèles économiques consistant à vendre des fonctionnalités plutôt que des biens matériels sont monnaie courante depuis longtemps dans le B to B, où ils permettent des économies de capital. Ils touchent même des secteurs ultra-traditionnels comme la machine-outil, que certains constructeurs proposent aujourd'hui comme des plateformes de service ouvertes. Il est clair qu'ils vont progressivement s'étendre au B to C, même si la migration vers ces nouveaux « business models » est plus lente et laborieuse que prévu¹³.

6) Une migration de la valeur vers la donnée : pour fabriquer un objet ou rendre un service, il est désormais aussi stratégique d'en maîtriser la représentation

¹² Voir sur ce point Mariana Mazzucato, *Mission Economy*, Allen Lane, 2021

¹³ Voir sur ce point les analyses des tenants des « économies de fonctionnalité », comme Christian du Tertre, et les études de Corinne Vadcar à la CCI de Paris.

dans le monde virtuel de la donnée que de disposer des outils matériels de la production. L'exemple type est celui des jumeaux numériques qui représentent de manière de plus en plus fine et précise les objets et les processus de fabrication, permettant de produire à faible coût, n'importe où, en téléchargeant les bons logiciels et les bonnes données. Ceci a deux implications potentiellement disruptives : la première sur le système d'acteur et la répartition du pouvoir et de la richesse ; la seconde sur la géographie productive, qui va pouvoir se recentrer à proximité des clients en substituant la circulation des données à celle, coûteuse et incertaine, des pièces physiques. Combiné aux formidables progrès de la robotisation, ceci pourrait conduire à un vaste remodelage géographique en faveur des pays développés, où se trouvent les marchés solvables.

7) Une organisation en écosystèmes : la productivité moderne tend à s'appuyer de plus en plus sur des effets relationnels (diversité, complémentarité des compétences humaines) plutôt que sur les effets de répétition et de masse du siècle passé, du type taylorien ou fordien. Des écosystèmes diversifiés (certains disent des « forêts productives »), mobilisant des tissus d'entreprises et d'acteurs très variés, dans la recherche et l'éducation notamment, deviennent l'environnement privilégié de l'hyper-industrie. Là encore, la dynamique de fond est en faveur des régions les plus développées, seules capables de réunir ces ressources. Mais de nombreuses formes productives locales, plus ou moins découplées de la compétition mondiale, pourront aussi se développer, en jouant notamment sur la disponibilité ubiquitaire des outils numériques (voir encadré 2)

On peut tirer de ces éléments de contexte de multiples conséquences pour les politiques publiques. Les principales, à mes yeux, sont les suivantes. Primo, une politique de réindustrialisation qui ne se préoccupe pas des services, de leur qualité et de leur compétitivité est gravement incomplète, d'autant plus que ce sont les services qui vont créer l'essentiel des emplois¹⁴. Secundo, il ne suffit pas d'assurer les conditions de compétitivité des entreprises prises individuellement (notamment sous l'angle des coûts de production). L'enjeu crucial est celui des infrastructures collectives (au sens le plus large du terme). La maîtrise des infrastructures numériques comme les réseaux de cloud est, tout particulièrement, un enjeu central pour l'Europe si elle veut sortir de sa position de colonie numérique de l'Amérique.¹⁵

¹⁴ C'est le cas même en Chine, atelier manufacturier du monde, mais qui compte désormais plus d'emplois dans les services que dans l'industrie.

¹⁵ Voir Henri d'Agrain, « L'Europe au défi de la Tech américaine » *Futuribles*, N° 465

Quoi produire ? le grand impensé

Une troisième grande question ouverte par la situation européenne actuelle est celle du : quoi produire ? Quelles priorités sectorielles ? S'inscrivant dans quelle vision de la base productive et de la société du futur ? Cette question est le grand impensé de nos politiques. Certains penseront qu'elle n'est pas pertinente, considérant que la composition sectorielle de l'économie se définit tacitement soit par l'offre, au gré des innovations technologiques successives, soit de la demande des consommateurs. Mais faut-il considérer que toutes les innovations sont bonnes et se valent ? Ne sait-on pas que la demande est fondamentalement modelée par l'offre ? Notre histoire nous a vacciné contre les utopies d'un monde meilleur piloté par les États. Je ne plaide pas ici pour un nouveau Gosplan – encore que les résultats de la planification chinoise à moyen terme, dans le domaine des green tech en particulier, devrait nous faire réfléchir. Elon Musk veut aller sur Mars, les seigneurs des plateformes veulent monopoliser l'IA, les Chinois s'organisent pour être leaders dans le nouveau monde électrique. Nous, Européens, que voulons-nous ? Notre destin n'est-il que de courir après les uns et les autres ? Draghi a raison, bien sûr, de souligner la nécessité de rester compétitifs dans les techniques de pointe, et d'investir beaucoup plus massivement pour cela, en essayant de surmonter les multiples fragmentations européennes. Mais pour quel modèle socio-industriel ? Celui de la société de surveillance chinoise ? Ou celui d'une Amérique qui nous distance sur les indicateurs macro-économiques, mais où depuis 1980 les revenus moyens n'ont pas augmenté, où les bénéfices de la croissance ont été massivement captés par une frange ploutocratique, où l'espérance de vie est décrochée par rapport à celle de l'Europe et de l'Asie malgré le coût prohibitif de la santé ?¹⁶

Pour imaginer ce que pourrait être la base productive de l'avenir en Europe, il serait absurde de raisonner dans l'abstrait, comme si on partait d'une page vierge. Il faut au contraire partir des grandes tendances à l'œuvre, pour accentuer celles qui sont conformes à nos valeurs et à nos visions d'une société prospère et équitable. Il me semble qu'on peut distinguer à cet égard trois grands ensembles d'activités : l'économie des choses, celle des corps et des individus, celle des grands systèmes et réseaux collectifs.

Le premier ensemble est celui de l'économie d'accumulation d'objets (une définition possible serait : celle qui rend nos déménagements de plus en plus pénibles...). Cette économie a porté la croissance depuis les Trente Glorieuses, autour d'une multitude de biens qui ont changé nos vies (objets ménagers, voitures, etc.). Elle n'a cessé de chercher, et de trouver des relais dans une

¹⁶ Voir les travaux d'Ann Case et Angus Deaton sur la diminution de l'espérance de vie aux USA.

diversification permanente de l'offre, de plus en plus sophistiquée, en particulier dans les nouveaux biens-services liés à l'augmentation de notre temps disponible¹⁷. Cette accumulation sans fin, nous le savons, n'est pas durable écologiquement. Est-elle durable économiquement ? Elle a de très beaux restes, mais la saturation guette, à mon sens. Deux autres ensembles connaissent des croissances nettement plus rapides et représentent l'avenir.

Le premier est celui des biens et services qui ne concernent plus les objets qui nous entourent, mais nos corps, dans leur singularité et leur intimité. Cette économie de l'individu – que j'ai proposé d'appeler « humano-centrée »¹⁸ – est celle qui connaît aujourd'hui la plus forte croissance, souvent masquée par son caractère fortement socialisé : en tête, la santé, la nébuleuse immense des activités du « bien-être », l'alimentation comme composante de la santé, l'éducation, la culture, le divertissement, la sécurité. Cette économie obéit à des lois très différentes de celle des choses. Elle se déploie en lien avec le vieillissement, l'augmentation du temps libre, mais aussi avec des vagues psycho-sociétales profondes comme la montée du souci et du soin de soi¹⁹.

Le deuxième ensemble en forte croissance est celui des réseaux et systèmes collectifs qui continuent à transformer nos cadres de vie, tissant une toile de plus en plus dense et complexe qui va bien au-delà des infrastructures traditionnelles, centrées sur la mobilité. On notera le recentrage sur l'individu et la montée de ces systèmes collectifs sont des processus liés entre eux : pour atteindre l'individu dans sa spécificité, il faut des systèmes de plus en plus différenciés et flexibles, où l'informatique est un outil incontournable. Pensons par exemple à la santé personnalisée (soins et prévention), ou aux mobilités à la demande, explorant la zone intermédiaire entre les transports collectifs massifiés et l'individualisme automobile.

Mon idée est que ces tendances lourdes pourraient (devraient) nous mener vers une base productive repensée, dont la fabrication des objets n'est qu'une composante. Mais on voit bien que des trajectoires très différentes sont possibles. L'économie « humano-centrée » peut évoluer dans le sens d'une marchandisation croissante, d'une captation de plus en plus complète par le capitalisme de plateforme, d'isolement croissant des personnes vis-à-vis de l'offre, dans un contexte de narcissisme de masse²⁰. (On notera que la santé est d'ores et déjà dans le cœur de cible commercial des plateformes). La montée de l'économie de l'individu et du corps pourrait aussi être la base d'une société

¹⁷ Voir Pierre-Noël Giraud, *Du pain et des jeux*, Odile Jacob, 2024

¹⁸ Dans une perspective proche, plus macro-économique, Rober Boyer parle d' « économie anthropogénétique ».

¹⁹ Pour prendre un seul segment, la cosmétique, son chiffre d'affaire mondial est le quart de celui de l'industrie automobile. En France, l'activité de l'industrie de la beauté a progressé de 60 % depuis 2010.

²⁰ Voir le livre toujours essentiel de Christopher Lasch, *La culture du narcissisme*, Flammarion 2006, (édition originelle : 1979).

recentrée sur les besoins essentiels, l'amélioration des compétences et des « capacités » des personnes, pour reprendre le concept d'Amartya Sen. De même, l'économie des systèmes collectifs peut être dominée par une poussée technologique et marchande débridée, où l'offre doit sans cesse créer sa demande, comme dans l'IA actuelle. Elle pourrait être aussi l'espace d'émergence d'une économie relationnelle favorisant la création de valeur par les échanges interpersonnels, utilisant les outils informatiques avec discernement. Et elle devrait être orientée par l'enjeu central de préservation et de restauration de l'« habitabilité » de notre environnement. Faut-il pratiquer une fuite en avant énergétique pour soutenir les IA, ou privilégier les investissements massifs qui seront nécessaires pour adapter nos villes et nos territoires aux nouveaux défis écologiques ? Les choix entre ces trajectoires, que j'esquisse ici beaucoup trop sommairement, sont cruciaux. Ils mériteraient d'être explicités, au lieu d'être enfouis dans un discours « néo-schumpétérien » générique sur l'innovation comme valeur en soi, voire comme valeur suprême²¹

Le contexte actuel conduit enfin à rajouter un autre pilier, qui est celui du retour des activités de sécurité collective et de défense. Passer de 2 % à 3% du PIB devrait être supportable, mais il est clair que cette exigence géopolitique, qui est une bonne nouvelle pour une partie de notre tissu industriel et de nos emplois, est pour la société une mauvaise nouvelle, car elle risque de peser, à court terme, sur les capacités d'investissements publics (et privés) dans d'autres domaines essentiels. Au-delà de ce sujet brûlant du financement, le débat devrait aussi s'ouvrir sur les modalités du (re)développement de ce pilier. On parlait autrefois de technologies « duales » (à la fois civiles et militaires) : comment faire pour que, demain, les investissements militaires alimentent aussi des activités socialement utiles, et pas seulement de nouvelles formes « orwelliennes » de contrôle des populations ?

Pour conclure : L'Europe doit affirmer sa souveraineté technologique, mais aussi ses choix de valeurs

Le bénéfice secondaire du chaos trumpien est de forcer l'Europe à accélérer la prise de conscience de ses enjeux de souveraineté et d'autonomie. Les enjeux de la défense militaire reviennent aujourd'hui au premier plan. Les enjeux de compétitivité technico-économiques sont très présents dans le monde des décideurs, mais, nous l'avons dit, mal partagés dans la population. Pour combler ce déficit de désirabilité, l'Europe devrait, plus clairement qu'aujourd'hui,

²¹ Voir Franck Aggeri, *L'innovation, mais pour quoi faire ?* Seuil, 2023 . Notons que Shumpeter avait une pensée bien plus riche que les néo-schumpétériens actuels, qui servent de référents théoriques à nos dirigeants.

affirmer ses choix de valeurs, sa vision d'une économie et d'une société humaine et digne pour tous, et les priorités socio-économiques que cette vision implique. Le problème-clé de l'Europe n'est pas seulement qu'elle a du mal à rivaliser avec les deux grands blocs américains et chinois, risquant une forme de vassalisation, mais que les terrains même de la compétition lui sont en quelque sorte imposés de l'extérieur, sous la forme de poussées technologiques qui apparaissent comme des faits de nature irrésistibles, et qui sont en réalité des faits de puissance. La captation des avancées informatiques par les modèles économiques de la publicité et les modèles politiques de la surveillance n'est pas un fait de nature ! Le problème-clé est que l'agenda des priorités d'investissement collectif est exogène, la question du quoi produire, du panier de biens et de services essentiels, n'étant jamais discutée. Affirmer un chemin de développement donnant priorité à la santé, à l'éducation, à un système alimentaire repensé, à l'habitabilité des villes et des territoires, n'est pas se soumettre à une vision irréaliste ou utopique. Nous avons besoin d'agir avec le monde tel qu'il est sans naïveté ni angélisme, ni radicalisme impuissant, mais nous devrions oser affirmer une voie européenne, différente de la voie américaine et chinoise.

Cela suppose d'abord d'adopter une boussole claire : celle-ci ne peut être, à mon sens, que celle d'une révolution industrielle et sociétale centrée sur la bifurcation écologique, en l'associant à une redéfinition des critères de justice sociale, qui doivent être élargis au-delà leur matrice social-démocrate historique, trop exclusivement liée à la sphère du travail salarié

Cela suppose ensuite d'actualiser notre vision de la base productive : l'idée selon laquelle les « vraies » activités productives seraient de produire des camions, de la lessive ou des ordinateurs, alors que la santé et l'éducation ne seraient que des conditions générales (perçues essentiellement comme des coûts) pour soutenir cette vraie production est totalement anachronique. Il est temps de décider que la santé, l'éducation, les usages du temps libre, la réinvention des territoires de vie sont le cœur, et non la périphérie, de la création de valeur désirable. Cela suppose aussi de mettre vraiment la priorité sur les compétences humaines, de comprendre qu'à moyen et long terme, le niveau d'éducation et l'état de santé de la population sont les variables décisives, à la fois sous l'angle de la compétitivité économique et sous celui de leur valeur intrinsèque. Il va de soi que faire passer les dépenses « humano-centrées » de la rubrique des coûts à réduire à celle des valeurs à développer suppose de repenser en profondeur les circuits de financement qui se sont installés et ossifiés en lien avec le développement de l'Etat social européen. C'est une montagne à gravir. Mais y a-t-il une tâche plus urgente ?

Encadré 1

La révolution électrique

S'agissant de la bifurcation écologique, la mère des batailles est celle de la sortie des énergies fossiles. L'électricité va jouer un rôle central. C'est une des rares bonnes nouvelles sur le front du climat : on sait électrifier de nombreuses activités, à commencer par les mobilités (à l'exception de l'aviation) et on sait produire de l'électricité à la fois verte et bon marché, grâce notamment aux courbes d'expérience chinoises dans le solaire et l'éolien, dont les coûts ont considérablement chuté. Avec les stockages, les nouveaux réseaux, l'électromobilité et les pompes à chaleur, nous sommes à l'orée d'une révolution industrielle « gigantesque et sans précédent historique », selon les termes du grand économiste et historien britannique Adam Tooze²². Le nouveau système électrique, multidirectionnel, va être très différent de l'actuel. Les réseaux en courant continu à très haut voltage, déjà présents en Chine, permettront de mutualiser l'électricité sur de très grandes distances. (Des connexions sont étudiées entre Singapour et l'Australie, la Grande Bretagne et le Maroc, par exemple). Ember, un think tank britannique, a lancé l'idée d'une ligne transatlantique, jouant sur la complémentarité des fuseaux horaires²³. L'électricité toutefois ne permettra pas de répondre à tous les besoins ; la question des autres énergies propres (biomasse, géothermie) reste ouverte. La France, obnubilée par la relance du nucléaire, n'a pas pris la mesure de cette révolution des renouvelables, toujours perçues comme des énergies d'appoint et critiquées pour leurs défauts (qui sont réels). En 2025, la part du solaire et de l'éolien dans le mix électrique mondial devrait pour la première fois dépasser celle du charbon.

Encadré 2

Quel rôle pour les territoires ? Vers un monde glocal

Les politiques de santé, d'éducation, d'adaptation au changement climatique, à la gestion durable de l'eau appellent la prise en compte des spécificités locales, et la mobilisation d'une « créativité située » liée à l'enracinement local. Les territoires peuvent fonctionner dans tous ces domaines comme les laboratoires à l'échelle un, pour expérimenter des solutions, des dispositifs, des services, des outils informatiques exportables. Mais les interdépendances de longue distance sont et demeureront majeures. Nombreux sont ceux qui parlent de démondialisation, en raison des nouvelles fragmentations - qui, notons-le, apparaissent bien avant Trump 1. Mais c'est une vue superficielle. La mondialisation change de forme, mais elle tend plutôt à s'approfondir. Le grand logisticien allemand DHL publie un rapport annuel qui mesure un « indice de connectivité global », construit en mixant les données du commerce

²² <https://adamtooze.com/2023/03/04/chartbook-carbon-notes-1-repowering-the-world-the-challenge-of-electrification>

²³ <https://ember-energy.org/latest-insights/security-and-efficiency-the-case-for-connecting-europe-and-north-america/>

international, mais aussi des flux financier, informationnel et humains²⁴. Les résultats sont surprenants : l'index n'a jamais été aussi élevé qu'en 2022 et 2023 (dernières données traitées). (Évidemment le chaos géopolitique actuel pourrait changer cela : personne ne le sait). Ce qui est frappant dans les macro-tendances technico-industrielles, c'est qu'elles favorisent à la fois le global et le local. Les jumeaux numériques vont permettre de déployer des produits globaux en les customisant à proximité des marchés. La migration vers le logiciel va permettre aussi de créer des industries ou des néo-artisanats locaux, en circuit ultra-court, qui vont coexister avec les biens-services globalisés. Dans l'énergie, le caractère bimodal est encore plus flagrant. Les très grands systèmes électriques vont se développer (encadré 1). Mais on assistera en même temps au développement de boucles courtes, de mini- ou micro-réseaux de production communautaires.

²⁴ Voir DHL, avec Stern Business School, New York University, *Global Connectedness Report*, 2024. [dhl-global-connectedness-report-2024-complete.pdf](#)